

Québec veut participer aux négociations de libre-échange avec la Chine

François Normand

francois.normand@tc.bc
@francoisnormand

Le gouvernement du Québec veut être impliqué dans les négociations de libre-échange avec la Chine, comme il l'a été dans celles qui ont mené à la conclusion de l'accord de libre-échange avec l'Union européenne (UE).

« On le souhaite ardemment, et le premier ministre Couillard l'a expliqué au premier ministre chinois lors de son récent passage au Québec », affirme la ministre des Relations internationales et de la Francophonie, Christine St-Pierre. Elle s'entretenait avec *Les Affaires* en marge des consultations qu'elle vient de lancer pour doter le Québec d'une nouvelle politique internationale en 2017.

Philippe Couillard a transmis verbalement la demande au premier ministre de la Chine, Li Keqiang, le 23 septembre, lors de son passage à Montréal. La veille, à Ottawa, le premier ministre Justin Trudeau et son homologue chinois ont annoncé que les deux pays avaient amorcé des pourparlers de libre-échange.

« Le premier ministre Couillard lui a expliqué le modèle de l'Accord économique et commercial global (AECG). Et le premier ministre chinois a dit qu'il en prenait bonne note », af-

Le réseau des représentations du Québec dans le monde



Source : Ministère québécois des Relations internationales et de la Francophonie

firmé Christine St-Pierre. Lors des négociations de libre-échange avec les Européens (l'Accord n'est pas encore en vigueur), c'était la première

fois que les provinces canadiennes prenaient directement part aux pourparlers de libre-échange entre le Canada et un partenaire commercial. Et, selon la ministre St-Pierre, c'est à la demande de l'UE que les provinces ont participé à ces pourparlers, car plusieurs enjeux les concernaient directement, comme l'accès à leurs marchés publics (les achats de biens et services gouvernementaux).

Québec espère donc que Beijing demandera à Ottawa d'inclure les provinces dans les négociations qui s'amorcent avec la Chine et qui dureront plusieurs années. Reste à voir si Ottawa acquiescera à la demande du gouvernement de Philippe Couillard.

Car, dans les négociations du Partenariat transpacifique (le PTP, qui n'est pas en vigueur non plus), les provinces canadiennes n'ont pas été impliquées dans le processus.

De plus, au début des pourparlers avec l'Europe, l'implication des provinces avait été déçue. Il avait été difficile pour les petites et les grandes provinces de se coordonner, d'après une enquête de *Les Affaires* publiée en 2013 sur les coulisses de la négociation de cet accord.

L'Afrique redevient une priorité

Même si les consultations sur la nouvelle politique internationale viennent de débiter, la ministre St-Pierre affirme d'ores et déjà que le Québec compte accroître sa présence à l'étranger : « C'est clair qu'on envisage de développer davantage notre réseau ».

Elle cible en priorité l'Afrique. « Selon la vision que j'ai, j'aimerais que l'Afrique soit encore plus forte. On aimerait transformer le bureau de Dakar, au Sénégal, en délégation générale », dit la ministre, en précisant que cette décision est toutefois conditionnelle à l'approbation de nouvelles dépenses budgétaires.

Au lendemain du budget 2014-2015, Québec avait fermé les antennes de Taipei (à Taïwan) et de Santiago (au Chili) ainsi que le bureau de Moscou. Depuis, Québec a réinvesti dans son réseau, notamment avec l'ouverture d'une antenne à Qingdao, en Chine, et à San Mateo, dans la Silicon Valley en Californie.

La ministre St-Pierre n'a pas d'échéancier précis pour la transformation du bureau de Dakar en délégation générale - elle parle d'un



« C'est clair qu'on envisage de développer davantage notre réseau. »

- Christine St-Pierre, ministre des Relations internationales et de la Francophonie

processus qui pourrait prendre un an ou plus. Cela dit, un statut de délégation générale - le Québec en compte seulement sept dans le monde, dont à Paris et à New York - indique que l'Afrique est devenue une priorité pour le gouvernement québécois.

L'Afrique regroupe les pays qui affichent les taux de croissance économique les plus élevés du monde, surtout en Afrique de l'Est. Le continent compte 1,2 milliard d'habitants, et ce nombre pourrait doubler d'ici 2050, d'après l'Organisation des Nations unies.

Dans sa future politique, le Québec consacrera son énergie à développer ses relations politiques, commerciales et culturelles avec l'Afrique francophone, concentrée dans l'ouest et le centre du continent, explique la ministre St-Pierre. « Étant donné notre engagement dans l'Organisation internationale de la Francophonie, c'est clair que nous avons un devoir et une responsabilité à l'égard de l'Afrique francophone », dit-elle, en précisant que son gouvernement ne « lèvera pas le nez » sur d'autres occasions ailleurs sur le continent africain.

Le Québec devra aussi mieux cibler ses marchés, car il profite peu de l'essor économique de l'Afrique, montrait en juillet une analyse de *Les Affaires*.

Pour l'ensemble de 2016, 10 pays afficheront une croissance du PIB supérieure à 6%, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques. Ces pays sont l'Éthiopie, la Côte d'Ivoire, Djibouti, le Congo (ex-Zaïre), le Sénégal, le Kenya, le Rwanda, la Tanzanie, le Mozambique et le Soudan. Or, depuis 2011, les exportations du Québec n'ont augmenté que dans 4 de ces 10 pays (Djibouti, Éthiopie, Côte d'Ivoire, Congo), d'après Statistique Canada.

Le portrait n'est guère meilleur si l'on considère les 27 économies africaines les plus dynamiques, soient celles dont la croissance sera supérieure à 4% en 2016. Les exportations du Québec reculent dans les deux tiers (18) d'entre elles. ●

9 novembre
2016

Assistez au
Gala de l'année!
Invitation aux femmes et aux hommes

PRIX
FEMMES
D'AFFAIRES
du Québec

PRIX RÉALISATIONS :

Reconnaissance de sa
carrière exceptionnelle

Michèle Bazin
Vice-présidente, Affaires publiques
Conseil du patronat du Québec



PRIX Impact féminin Grande entreprise :

Reconnaissance émérite pour son implication
dans le programme Développement économique
Féminin

FASKEN
MARTINEAU

EN COLLABORATION AVEC :

les affaires

Lieu : Palais des congrès de Montréal
1001, Place Jean-Paul-Riopelle
Montréal QC H2Z 1H2 • Métro Place-d'Armes

TENUE DE VILLE

Heure : 17 h 30 - Cocktail
18 h 30 - Dîner et remise des prix

Réservation :
Tél.: 514 521-2441 ou 1 800 332-2683
Télééc.: 514 521-0410
prix@rfaq.com

www.prix.rfaq.com

30 finalistes Animatrice - Marie Grégoire 30 finalistes

PARTENAIRES ARGENT

nelly
DEVUYST

Québec



SERVICE
AFFAIRES

PARTENAIRES BRONZE

ADEV

BANQUE
NATIONALE

BMO

Centre de dépôt et placement
du Québec

Cascades

CPA

Desjardins
Entreprises

FASKEN
MARTINEAU

Femmessor

FONDS
de solidarité FTQ

Groupe
Investors

LOEM

mobilia

Réseau des Femmes d'affaires du Québec, 476, rue Jean-Neveu, bureau 201, Longueuil (Québec) J4G 1N8